

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Angola : Eduardo Dos Santos, la mort d'une figure emblématique

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'Angola et le monde entier ont appris vendredi dernier la mort de José Eduardo Dos Santos, figure emblématique de ce pays lusophone riche en pétrole. Celui qui a dirigé l'Angola pendant près de 40 ans d'une main de fer a succombé des suites d'un cancer à Barcelone en Espagne. Qui était-il ?

José Eduardo dos Santos, est né le 28 août 1942, fils d'Eduardo Avelino dos Santos et de Jacinta José Paulino, tous deux décédés. Il a fréquenté l'école primaire de Luanda où il a étudié au Lycée Salvador-Correia, à l'époque la principale école secondaire du pays. Il débute son activité politique en intégrant des groupes clandestins qui se forment dans les quartiers périphériques de la capitale, à la fin des années 1950, et rejoint le MPLA lors de sa constitution en 1958.

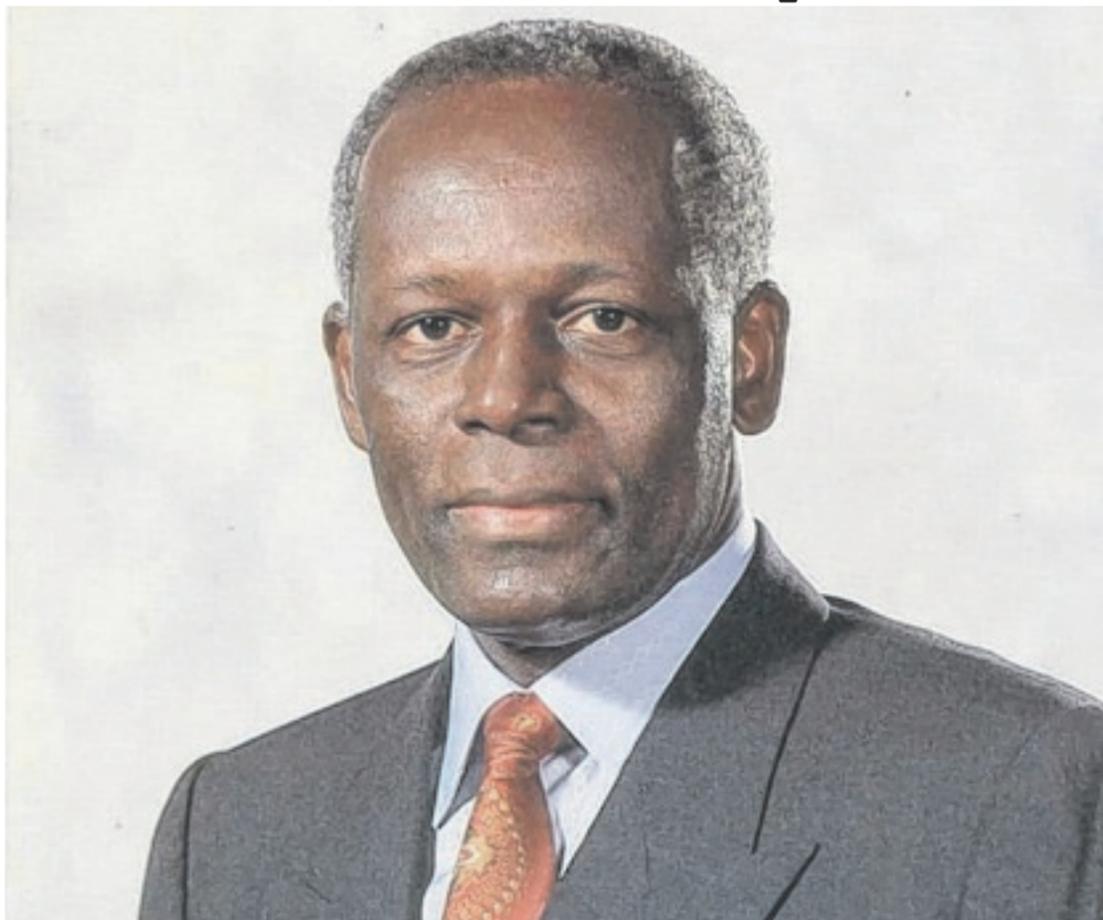
Après le déclenchement, à Luanda, de la lutte contre le pouvoir colonial portugais, le 4 février 1961, José Eduardo dos Santos quitta l'Angola en novembre de la même année et commença à coordonner les activités de la Jeunesse du MPLA, une organisation de qui a été l'un des fondateurs et pendant un temps vice-président. En novembre 1963, il bénéficie d'une bourse à l'Institut du pétrole et du gaz de Bakou, dans l'ex-Union soviétique, après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur pétrolier en juin 1969.

Avec la proclamation de l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre 1975, il est nommé ministre des Affaires Étrangères. Après la mort d'Agostinho Neto, le premier président de l'Angola, José Eduardo Dos Santos est élu président du MPLA le 20 septembre 1979 et, le lendemain, il est investi président de

la République populaire d'Angola et Commandant en Chef des FAPLA (Forces armées populaires pour la libération de l'Angola).

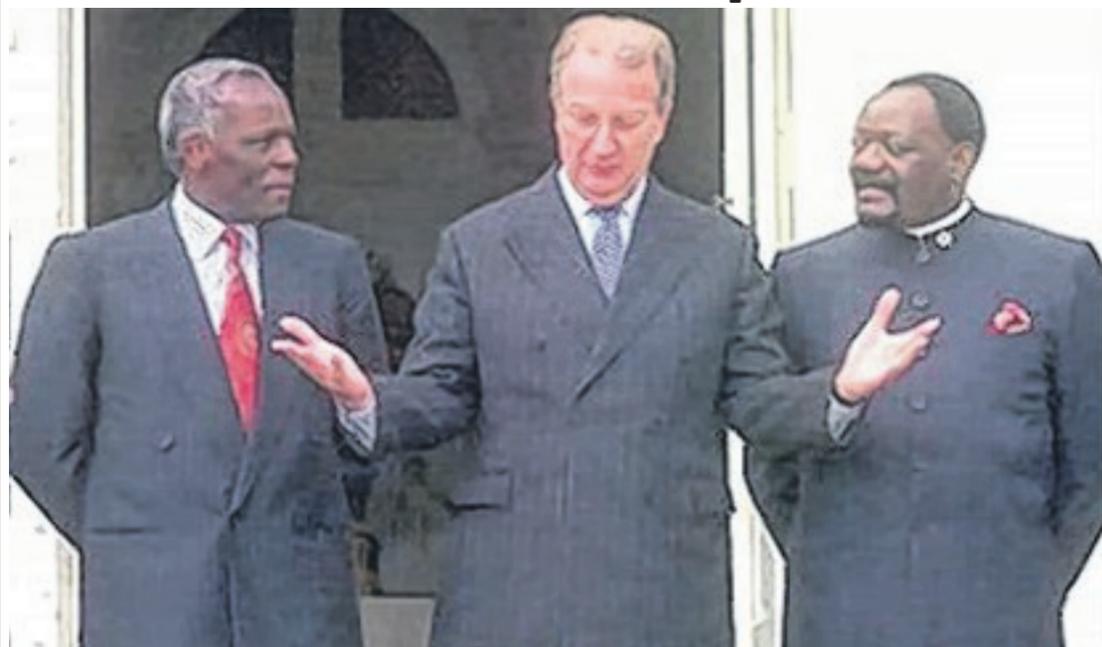
En 1992, une nouvelle constitution militant pour le pluralisme politique est adoptée, voit à l'élection présidentielle, José Eduardo dos Santos contre son adversaire de toujours Jonas Savimbi. La guerre civile angolaise a pris fin en 2002 et des accords de paix ont été signés le 4 avril de la même année, dans lesquels l'UNITA a renoncé à la lutte armée, acceptant la démobilisation de ses soldats.

En 2017, José Eduardo dos Santos a quitté la présidence de la République d'Angola, remplacé par l'actuel président, João Manuel Gonçalves Lourenço. Il laisse une nombreuse famille dont sa fille aînée Isabel Dos Santos, une des femmes les plus riches du continent africain.



José Eduardo Dos Santos de son vivant.

L'architecte de la paix



Le roi belge Albert II entouré de Jonas Savimbi chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) et de Jose Eduar de Dos Santos.

J.O.
Libreville/Gabon

On se souviendra de José Eduardo Dos Santos comme celui qui aura mis fin à une longue guerre civile au début des années 2000 - il

était surnommé "l'architecte de la paix". Mais plusieurs scandales de corruption et de violation des droits de l'Homme ont émaillé son héritage. Pendant qu'il était au pouvoir. Lourd héritage donc...

Quatre ans après la proclamation

de son indépendance en 1975, le pays était ravagé par une guerre civile entre les deux principaux groupes ayant combattu la colonisation portugaise - le MPLA et l'Unita. La guerre a duré 27 ans et marqué l'Angola. On estime à environ 500 000 personnes mortes

dans le conflit. Il a également attiré des puissances étrangères, l'Afrique du Sud - alors sous le régime de l'apartheid - qui a envoyé des troupes en soutien à l'Unita. Tandis que les forces cubaines sont intervenues aux côtés du gouvernement.

"Pas un coup de feu de plus, nous devons préserver la population en vie et négocier la paix", avait déclaré Dos Santos à l'époque, alors qu'il s'appretait à déclarer officiellement la fin de la guerre. La reconstruction et la réconciliation étaient les principaux objectifs du premier angolais. Dos Santos jouissait à l'époque d'une popularité considérable, comme en témoigne la victoire du MPLA aux élections de 2008 avec 82 % des suffrages.

Malheureusement, au cours des années suivantes, des accusations de corruption de haut niveau, en particulier dans le secteur pétrolier, de mauvaise gestion de l'économie et de répression de la dissidence politique ont pesé sur son administration.